



Viêt Nguyen Thanh
Geneviève Chêne



Prévention alcool : la logique d'une politique fondée sur les faits scientifiques

Le plaisir associé à la consommation d'alcool est bien connu. Sur la perception qu'il y a aussi des risques, des lacunes persistent ! La conception des politiques publiques de prévention et de promotion de la santé relatives à l'alcool doit ainsi concilier des logiques souvent divergentes sur l'appréciation des bénéfices par rapport aux risques. Depuis sa création en 2016, Santé publique France défend, avec l'appui de ses partenaires, une stratégie de réduction des risques. Cette stratégie s'appuie sur les faits scientifiques, dans une logique d'objectivation des problèmes et des solutions, et une logique d'efficacité collective pour la santé, avec des retombées attendues également pour la sécurité et les finances publiques. Cette stratégie se décline à plusieurs niveaux.

Mme Viêt Nguyen Thanh, Responsable de l'unité Addictions, Direction de la prévention et de la promotion de la santé, Santé publique France, 12, rue du Val d'Osne, 94415 Saint-Maurice Cedex, France.
Pr Geneviève Chêne, Directrice générale de Santé publique France.

• Mobiliser les méthodes scientifiques pour mesurer les conséquences des consommations d'alcool

En complément des travaux menés dans le champ des traumatismes et des conséquences sociales en particulier par la recherche ou la Sécurité routière, les épidémiologistes de Santé publique France assurent la surveillance du fardeau des maladies liées aux consommations d'alcool : cancers, maladies cardiovasculaires, pathologies digestives, morbidité materno-infantile et troubles du neuro-développement des plus jeunes ou pathologies mentales. L'agence s'associe à ou pilote des travaux qui permettent d'estimer la fraction de mortalité attribuable à l'alcool, en s'appuyant sur les meilleures méthodes reconnues au niveau international. L'agence exploite également les données de recours aux urgences, qui montrent le poids de l'alcool dans la charge de travail de ce secteur saturé. L'ensemble de ces

travaux contribuent à objectiver les conséquences sanitaires et financières des consommations d'alcool en France, et à orienter les priorités d'action de l'agence en matière de prévention.

• Mobiliser les faits probants pour identifier les populations vulnérables et les stratégies prometteuses

Ces travaux épidémiologiques s'accompagnent du suivi et de l'analyse des consommations d'alcool déclarées des Français, notamment grâce aux Baromètres de Santé publique France, qui s'appuient sur une méthode rigoureuse et reconnue. Ces analyses, souvent complétées d'études ad hoc qualitatives ou quantitatives, permettent d'identifier les populations prioritaires des actions de prévention et les leviers à mettre en œuvre : faire connaître les risques associés aux consommations excessives, valoriser les bénéfices à réduire sa consommation

conformément aux repères actuels, et aussi informer pour faire évoluer les conditions d'accès aux produits alcoolisés. De plus, une veille scientifique permet d'identifier les interventions prometteuses et efficaces auprès de ces populations : des initiatives existent dans de nombreux territoires français et dans le reste du monde. Les résultats de cette veille, publications scientifiques, présentations lors de colloques et de congrès professionnels, sont non seulement utilisés pour orienter les stratégies de l'agence, mais sont également partagés afin de nourrir les stratégies des très nombreux opérateurs de la prévention : un catalogue des interventions probantes ou prometteuses en prévention et promotion de la santé est désormais accessible à tous sur le site de l'agence.

• Mobiliser les méthodes scientifiques pour évaluer les stratégies déployées et les améliorer

Santé publique France évalue systématiquement les interventions de prévention mises en œuvre, en amont pour vérifier leur acceptabilité, leur compréhension et leur potentiel d'efficacité, puis en aval pour en apprécier la réception et l'impact. Ces évaluations utilisent des méthodes le plus souvent mixtes mêlant études qualitatives et quantitatives. Les disciplines mobilisées sont plurielles, allant de la psychologie sociale aux sciences cognitives et aux sciences de la communication, en passant par la biostatistique. Ces évaluations ont bien sûr pour objectif principal de mesurer l'adéquation entre les objectifs de chacune des interventions de prévention et les résultats obtenus, et aussi de

comprendre les facteurs de réussite ou d'échec, afin de fournir des éléments probants pour améliorer les actions déployées.

• Le chemin parcouru... et celui qu'il reste à faire

Ces dernières années, les travaux scientifiques de Santé publique France ont conduit à la mise en œuvre d'actions de préventions primaire et secondaire sous forme de soutien aux programmes de développement des compétences psychosociales des enfants, à la parentalité, aux pratiques préventives des professionnels de santé, ou sous forme de dispositifs de marketing social alliant communication, déploiement local grâce à des partenariats ciblés et l'aide à distance (Alcool info service). Ces actions ont pour objectif de prévenir ou limiter l'entrée dans les consommations (auprès des jeunes qui ne consomment pas encore) et d'inciter ou aider à réduire celles qui sont au-dessus des repères (auprès de ceux qui consomment déjà).

Toutefois, l'ensemble des données connues disponibles le montre bien : les actions visant les comportements individuels doivent impérativement être complétées par des mesures d'ordre réglementaire qui font évoluer l'environnement de manière cohérente dans un sens favorable à la santé, en particulier : fiscalité des produits alcoolisés ; respect des interdits protecteurs, comme l'interdiction de vente aux mineurs ; limitation de la publicité en faveur de l'alcool, en particulier dans les zones où les plus jeunes se concentrent. Santé publique France n'est bien évidemment pas en charge de la mise en œuvre

de ces mesures, mais contribue au plaidoyer scientifique par la publication d'études, le partage et la valorisation des données probantes. L'avis d'experts publié en 2017 avec l'INCa (1) formule des premières recommandations dans ce sens, en plus d'établir de nouveaux repères de consommation à moindre risque. L'agence s'implique à présent résolument dans les travaux d'évaluation médico-économique, qui permettent d'objectiver l'efficacité des actions et en particulier le retour sur investissement pour les finances publiques des actions de prévention. Cet axe a vocation à se développer avec des équipes de recherche et des structures compétentes en la matière, en France certes et aussi avec nos collègues d'autres agences européennes, rompus à ces méthodes.

• Pour une science plurielle, des modalités d'intervention adaptées et des collaborations renforcées

Pour concevoir et évaluer la politique de prévention Alcool, la mobilisation de très nombreuses disciplines scientifiques et de nombreux acteurs est incontournable afin d'objectiver et prendre en compte non seulement les faits épidémiologiques, mais aussi les représentations de la société vis-à-vis de l'alcool. Les actions de Santé publique France sont au service de la santé des populations. Les données scientifiques ne doivent pas nous en éloigner ; elles doivent au contraire nous rapprocher des préoccupations des Français : la santé est la première de ces préoccupations (2). En plus de nous aider à construire des stratégies plus efficaces, en plus de nous fournir des arguments

fondés à opposer aux objections reposant sur des opinions, la science, par la temporalité de son déploiement, nous invite aussi à la patience et à l'humilité pour le bien commun.

Depuis une cinquantaine d'années, la société française a déjà beaucoup évolué vis-à-vis du produit alcool : ces évolutions sur la durée nous renforcent dans une logique réaffirmée de réduction des risques

pour la santé et pour la société. Nous savons pouvoir compter sur le soutien et l'énergie de tous les acteurs du terrain et de la recherche pleinement mobilisés sur le sujet, et tout particulièrement les contributeurs et lecteurs de cette revue : nous les en remercions !

Références bibliographiques

1 - Santé publique France, Institut national du Cancer. Avis d'experts relatif à l'évolution du discours public en matière de consommation d'alcool en France. Saint-Maurice : Santé publique

France ; 2017. <https://www.santepubliquefrance.fr/Actualites/Avis-d-experts-relatif-a-l-evolution-du-discours-public-en-matiere-de-consommation-d-alcool-en-France-organise-par-Sante-publique-France-et-l-Inca>.

2 - Institut Paul Delouvrier. Les services publics vus par les Français et les usagers. Baromètre de l'Institut Paul Delouvrier, édition 2019. Enquête réalisée par Internet du 25 octobre au 7 novembre 2019 auprès d'un échantillon national de 2 500 personnes, représentatif de l'ensemble des résidents en France âgés de 15 ans et plus selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération. http://www.delouvrier.org/wp-content/uploads/2019/12/02_Barom%C3%A8tre-Institut-Paul-Delouvrier-Rapport-2019-.pdf.